

Convention collective

**IDCC : 9111. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
DE LA ZONE CÉRÉALIÈRE
(Aude)**

(12 juillet 1978)

(Etendue par arrêté du 23 mai 1979,
Journal officiel du 3 juin 1979)

**AVENANT N° 2 DU 14 DÉCEMBRE 2010
À L'ACCORD DE PRÉVOYANCE DU 2 OCTOBRE 1991**

NOR : AGRS1197021M

IDCC : 9111

Entre :

Le syndicat intercommunal des exploitants agricoles de l'Aude (section des employeurs de main-d'œuvre),

D'une part, et

La section départementale du syndicat de l'agriculture de l'Aude CGC ;

Le syndicat départemental de l'agriculture de l'Aude CFDT ;

La section départementale de l'Aude du syndicat FO des salariés de l'agriculture ;

Le SYNFOCA ;

Le syndicat de l'agriculture du golfe du Lion CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 3 est modifié comme suit :

Le régime, régi par Agri-Prévoyance (siège social 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris), fait l'objet, entre d'une part, Agri-Prévoyance et, d'autre part, les organisations syndicales patronales et salariées signataires, d'un protocole d'accord précisant les clauses générales et particulières à sa mise en application.

Article 2

Au troisième alinéa de l'article 4, le texte « à compter du 11^e jour » est remplacé par « à compter du 4^e jour ».

Article 3

L'article 5 *bis* est remplacé par le texte suivant :

« Agri-Prévoyance assurera, en outre, une couverture incapacité permanente aux salariés, définis à l'article 1^{er} du présent accord, qui bénéficieront ainsi d'une indemnisation égale à 30 % de leur dernier salaire.

Cette pension complémentaire sera servie jusqu'à l'attribution de la retraite à taux plein. »

Article 4

L'article 6 est remplacé par le texte suivant :

« La cotisation destinée au financement des indemnités complémentaires au régime obligatoire d'assurance contre les accidents du travail et celle assurant la garantie de ressources, telle qu'elle est définie par l'article L. 1226-1 du code du travail, sont à la charge exclusive de l'employeur.

La cotisation destinée au financement des garanties accordées par le présent accord au-delà de l'obligation légale est répartie à raison de :

- 1/3 à la charge de l'employeur ;
- 2/3 à la charge du salarié.

Le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations qui correspondent aux garanties couvrant l'indemnité journalière pour l'incapacité temporaire de travail et la rente liée à l'invalidité est réparti à la charge des employeurs et à la charge des salariés, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

(En pourcentage du salaire brut.)

	PART PATRONALE	PART SALARIALE	TOTAL
Incapacité temporaire garantie légale	0,50	-	0,50
Incapacité temporaire garantie conventionnelle	0,05	0,10	0,15
Assurance cotisations sociales patronales	0,15	-	0,15
Garantie incapacité permanente	0,13	0,27	0,40
Total	0,83	0,37	1,20

Ces taux de cotisations sont garantis par l'organisme gestionnaire pour une durée de 2 ans à compter du 1^{er} janvier 2011.

Pendant une période de 2 ans à compter de l'entrée en vigueur du présent avenant, un taux d'appel de 80 % sera appliqué.

Ainsi, pendant cette période, les cotisations seront les suivantes :

(En pourcentage du salaire brut.)

	PART PATRONALE	PART SALARIALE	TOTAL
Incapacité temporaire garantie légale	0,40	-	0,40
Incapacité temporaire garantie conventionnelle	0,04	0,08	0,12
Assurance cotisations sociales patronales	0,12	-	0,12
Garantie incapacité permanente	0,10	0,22	0,32
Total	0,66	0,30	0,96

Article 5

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de l'Aude.

Fait à Carcassonne, le 14 décembre 2010.

(Suivent les signatures.)